

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

OCTOBRE 2005

Une épreuve de langue vivante étrangère qui consiste en :

Une version et un thème, chacun de 3000 à 3300 signes au maximum

Une composition écrite en langue étrangère portant sur une question posée se rapportant aux sujets abordés dans les textes proposés à la traduction, destinée à apprécier la capacité du candidat à exprimer une position critique, structurée et argumentée.

ALLEMAND EPREUVE N° 36

Durée : 5 heures

Coefficient : 2

Armut in Deutschland

Während die Nachrichten weit mehr als hunderttausend Tote und Millionen zerstörter Existenzen in Indonesien, Thailand, Sri Lanka und auf zahllosen Inseln der Region melden, müssen die zum Jahresende veröffentlichten Berichte über Armut in der deutschen Wohlstandsgesellschaft und in der Welt in den Hintergrund treten.

Wo die Statistik bei weniger als neunhundert Euro im Monat von Armut spricht, bedarf es angesichts des Elends in der übrigen Welt einer besonderen Anstrengung, um sich das Drama der Armut in der Wohlstandsgesellschaft vor Augen zu führen. Die Zahlen des Sozialberichts der Bundesregierung geben nur dürre Hinweise.

Die Statistik nennt immerhin 13,5 Prozent Arme unter der Gesamtbevölkerung und auf der anderen Seite beachtliche 1,6 Millionen Bürger, die mehr als fünfhunderttausend Euro besitzen, eine halbe Million mehr, als 1998 gezählt wurden. Man kann von Deutschland kaum mehr als von einer sozial homogenen Gesellschaft sprechen.

Wer die weitere Öffnung der Schere zwischen Arm und Reich ernst nimmt, wird auch Zweifel haben, ob diese Entwicklung in absehbarer Zeit zum Stillstand kommen oder sich gar umkehren wird. Wo die Hälfte der Arbeitslosen unterhalb der Armutsschwelle lebt, liegt es nahe, auf konjunkturelle Veränderungen zu hoffen, die einen Teil von ihnen wieder in Arbeit bringen wird. Diese vagen Hoffnungen werden allerdings durch die gleichzeitig veröffentlichten Berichte über Armut und Arbeit im Weltmaßstab nicht ermutigt. Das Internationale Arbeitsamt zählt im Jahr 2003 186 Millionen Arbeitslose weltweit und 1,4 Milliarden „working poor“*, also Arbeitende, deren Einkünfte unterhalb der Armutsgrenze lagen. Fast jeder zweite Arbeitnehmer lebt danach von weniger als zwei Dollar pro Tag.(...)

Man muss nicht Pessimist sein, um die „Hartz IV“-Signale als das Vorzeichen einer Revision des Wohlfahrtsstaats zu deuten. Vor fünfzig Jahren stellte der soziologische Zeitbeobachter Arnold Gehlen im Stil einer unumstößlichen Wahrheit fest: „Es gibt zum ersten Male in der Geschichte der Menschheit keine im Stich gelassene Armut mehr.“ Diese Sicht war durch die amerikanische Soziologie und Gesellschaft jener Jahre geprägt und fasste einen neuartigen technologisch-ökonomischen Komplex ins Auge, dessen Leistungskraft alles Bisherige zu überbieten schien. Der Staat konnte wie nebenbei auch Leistungen übernehmen, die in früheren Zeiten diffus und durch private Mildtätigkeit erbracht worden waren. Heute sehen wir, dass Gehlens Feststellung, zumindest in ihrer globalen Dimension, eine Übertreibung war.

Was Armut ist und was die Gesellschaft zu ihrer Vermeidung zu leisten bereit ist, ist variabel und hängt, wie die „Hartz IV“-Regelungen zeigen, von der vermeintlichen oder wirklichen Leistungskraft des Staates ab.

Auch im System des Fürsorgestaates kann die Armut wiederkehren. Das wäre dann nicht etwa die Stunde privater Wohltätigkeit, sondern die Krise jener staatlichen Ordnung, die sich mit der Lösung des Problems der Armut in das Buch der Geschichte eintragen wollte.

Nach Henning Ritter, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 04.01.2005

*„working poor“ : ne pas traduire

• version : 6 points

VERSION

Extrait

THEME

La crise du modèle social allemand : un défi européen

L'Allemagne, première puissance économique de l'Union européenne (UE), est malade, amenant un des économistes d'outre-Rhin les plus réputés, Hans-Werner Sinn, à intituler son dernier ouvrage *Peut-on encore sauver l'Allemagne ?*

L'auteur y invite son pays à réaliser une ambitieuse "révolution culturelle", sous peine de "ne plus jouer aucun rôle dans l'histoire". Le ton est angoissant, à la mesure de la gravité du débat qui se déroule en Allemagne sur ce que l'on avait pris l'habitude d'appeler le "modèle germanique", vanté il y a encore peu comme une alternative au capitalisme anglo-saxon.

Qui aurait pu, par exemple, croire que l'Allemagne, d'après un rapport de l'Unicef de février 2005, fait partie des pays de l'OCDE où le nombre d'enfants pauvres soit maintenant un enfant sur dix a le plus augmenté depuis 1990, qu'elle compte 3 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et 234 000 sans couverture sociale ou que son système éducatif est l'un des plus inégalitaires de l'OCDE ?

Derrière la réalité des chiffres se profile une remise en question du modèle social allemand qui a longtemps inspiré une certaine conception européenne de la société et de l'Etat-providence.

De ce fait, la discussion sur l'avenir du "modèle allemand" a nécessairement une dimension européenne. Elle n'est pas sans conséquence sur ce que l'on a pris l'habitude d'appeler, dans le débat européen actuel, la défense du "modèle social européen".

Ceci interpelle l'ensemble des forces politiques. En effet, si c'est bien Helmut Kohl qui a timidement commencé en fin de mandat à remettre en cause ce modèle, c'est un chancelier social-démocrate, Gerhard Schröder, qui en a poussé le plus loin la réforme, affirmant que la crise de l'Etat-providence n'est pas seulement de nature financière, mais aussi culturelle.

A ses yeux, l'égalité doit céder la place à l'égalité des chances, la responsabilité collective à la responsabilité individuelle et la protection à la performance, sans d'ailleurs que les premiers excluent nécessairement les seconds. La réflexion engagée à cette occasion sur la notion de justice sociale ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Allemagne.

La nouvelle réalité économique et sociale, marquée par la mondialisation, la fin de l'ère industrielle, la naissance d'une société du savoir et la crise des finances publiques impliquent de redéfinir les fondements de l'Etat-providence. Dans ce cadre est développée l'idée d'un "Etat social préventif" davantage capable de garantir l'égalité des chances, instrument indispensable à la prévention de l'exclusion, que de proclamer une égalité formelle. Dans son dernier ouvrage, intitulé *L'Etat social*, Gabriele Metzler en vient même à poser la question de savoir si, au regard du chômage de masse, du vieillissement de la population et de l'augmentation de l'espérance de vie, « l'Etat-providence n'est pas, dans sa forme actuelle, un projet historiquement dépassé »...

On le voit, la remise en question du modèle social allemand ne sera pas sans conséquence sur la réflexion actuelle en Europe sur l'avenir de l'Etat-providence.

D'après Jacques-Pierre Gougeon, Le Monde, 01.04.2005

- Composition écrite : 8 points

COMPOSITION ECRITE

Der Wohlfahrtsstaat: Ein überholtes Konzept?

NOTA :

- Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies.
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.